



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques « Lauze Est » est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation (A9/A709 et RM 612) au contact immédiat du nouvel échangeur prévu sur le COM.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet POLYPTYQUE pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce nouveau parc d'activités économiques a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 15 juin 2019. Les premières études initiées en 2014 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau parc d'activités économiques par une délibération du 25 octobre 2016. A la suite d'une concertation menée en 2017 et 2018, son bilan a été tiré le 31 janvier 2019.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 33 hectares (100 000 m² cessibles estimés) et se développera de part et d'autre de la RM 612, avec la Petite Lauze à l'Ouest et la Grande Lauze à l'Est. Cette opération vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce professionnel, petites industries et logistique urbaine/centre de distribution urbain).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire du parc d'activités de la Lauze Est, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 269 000 € HT, dont 194 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 800 000 € HT, correspondant au versement d'une première participation de la Métropole en 2020. En 2020, de nombreuses études (hydraulique, acoustique, architecture et urbanisme, ...) ont été menées permettant de préciser les orientations d'aménagement et programmatiques de ce projet. Par ailleurs, un dossier d'évolution du document d'urbanisme a été préparé dans la perspective de créer la ZAC.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 15 484 000 € HT et intègre des fonds de concours d'un montant total de 2 514 000 €. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 4 376 000 € et reste inchangé par rapport au précédent bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 du parc d'activités économiques de la Lauze Est, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173088-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport
- bilan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.